

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

NOUVELLE INITIATIVE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Un cadre révisé de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent

Un cadre révisé de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent verra bientôt le jour, a annoncé, jeudi 15 janvier 2015, la Banque africaine de développement (BAD) dans une note d'information. «Les ressources naturelles abondantes de l'Afrique (foresterie, agriculture, minéraux, pétrole et gaz) offrent une opportunité majeure pour rattraper le retard de développement du continent», a estimé le vice-président «Opérations Sectorielles» de la BAD, Aly Abou-Sabaa.

Selon la note, il a fait cette déclaration lors de la conférence de haut niveau sur la transparence et le développement durable, tenue à Nouakchott les 19 et 20 janvier 2015. «Une meilleure gouvernance, une lutte renforcée contre la corruption, une plus grande transparence et une responsabilité accrue, aussi bien dans le secteur public que privé, constituent la clé pour réaliser le plein potentiel du continent et assurer la pérennité de son développement», a-t-il ajouté.

Une étude récente de la Banque africaine de développement montre que les pays qui ont mis en œuvre des réformes de gouvernance ont été plus performants que les pays n'ayant pas mis en place de telles mesures. Selon la *Revue africaine sur l'efficacité du développement en matière de gouvernance*, publiée en 2012, les pays réformateurs ont bénéficié de deux points de pourcentage supplémentaires de croissance par rapport aux pays non réformateurs entre les décennies 1990-2000 et 2000-2008. Tou-

tefois, si certains progrès ont été accomplis en vue de promouvoir la bonne gouvernance, il reste beaucoup à faire. «Les progrès ont été inégaux et insuffisants», a déploré Abou-Sabaa.

Un centre africain des ressources naturelles a été créé

La Banque africaine de développement veut jouer un rôle clé à cet égard. Sa stratégie pour 2013-2022 s'articule autour de la transformation économique, avec la gouvernance et la reddition de comptes comme priorités. En plus de son Plan d'action pour la gouvernance lancé en 2014, la BAD est actuellement en train de mettre à jour sa stratégie de financement des activités anti-blanchiment et antiterrorisme de manière à y inclure les flux financiers illicites, renforçant ainsi son appui aux pays africains dans ces domaines.

Afin de renforcer son appui aux pays africains dans la bonne gouvernance des ressources naturelles, la BAD a récemment créé le



Photo : D.R.

Centre africain des ressources naturelles. Le centre fournira des conseils dédiés, une assistance technique aux pays africains, outre ses activités de plaidoyer pour renforcer les institutions de gestion des ressources naturelles, pour renforcer la capacité de la société civile et accroître les efforts de sensibilisation dans les forums internationaux. Selon une étude réalisée conjointement par la BAD et l'ONG Global Financial Integrity en 2013, le continent africain a perdu entre 2000 à

2009 quelque 30,4 milliards de dollars de fuites illicites par an, un montant équivalant à l'assistance publique au développement et aux investissements directs étrangers en destination de l'Afrique.

La conférence de haut niveau sur la transparence et le développement durable, co-sponsorisée par la BAD, a été organisée sous le patronage du président mauritanien et président de l'Union africaine Mohamed Ould Abdel Aziz, sous le thème «Pratiques efficaces pour lut-

ter contre la corruption et améliorer la transparence, l'intégrité et la responsabilisation dans toute l'Union africaine». Quelque 300 participants ont pris part à la conférence : ministres, représentants des communautés économiques régionales et des partenaires au développement, éminentes personnalités des États de l'Union africaine, organisations de la société civile, experts internationaux, experts des secteurs public et privé.

LSC

Le GAFI surveille les progrès réalisés par ses membres

Le Groupe d'action financière (GAFI) est un organisme intergouvernemental créé en 1989 par les ministres de ses États membres. Les objectifs du GAFI sont l'élaboration des normes et la promotion de l'efficace application de mesures législatives, réglementaires et opérationnelles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les autres menaces liées pour l'intégrité du système financier international.

Le Groupe d'action financière est donc un organisme d'élaboration des politiques qui s'efforce de susciter la volonté politique nécessaire pour effectuer les réformes législatives et réglementaires dans ces domaines. Le GAFI a élaboré une série de «recommandations» reconnues comme étant la norme internationale en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive. Elles constituent le fondement d'une réponse coordonnée à ces menaces pour l'intégrité du système financier et contribuent à l'harmonisation des règles au niveau mondial. Publiées en 1990, les recommandations du GAFI ont été révisées en 1996, 2001, 2003 et plus récemment en 2012 afin d'assurer qu'elles restent d'actualité et pertinentes. Elles ont vocation à être appliquées par tous les pays du monde. Le GAFI surveille les progrès réalisés par ses membres dans la mise en œuvre des mesures requises, examine les techniques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ainsi que les mesures permettant de lutter contre ces phénomènes, et encourage l'adoption et la mise en œuvre des mesures adéquates au niveau mondial.

En collaboration avec d'autres acteurs internationaux, le GAFI identifie également au niveau des pays les vulnérabilités afin de protéger le secteur financier international contre son utilisation à des fins illicites. L'organe de décision du GAFI, la plénière, se réunit trois fois par an. L'Algérie ne fait pas partie des 36 pays membres du GAFI, mais a un statut d'associé à travers le «Groupe d'action financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord» (GAFIMOAN).

Pour le GAFI, la corruption et le blanchiment d'argent sont étroitement liés, les deux sont généralement engagés avec le but d'obtenir des gains financiers. Les mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sont des outils puissants qui peuvent être efficaces dans la lutte contre la corruption.

D. H.

L'Algérie doit se conformer aux normes internationales

Le nouveau projet de loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, présenté mardi 20 janvier 2015 devant la commission des affaires juridiques de l'Assemblée populaire nationale (APN), vise à adapter le dispositif juridique national y afférent aux normes internationales en vigueur.

A ce titre, le projet de texte proposé tend à modifier et compléter les dispositions de la loi n°05-01, votée il y a 10 ans, par «la définition de l'infraction du financement du terrorisme conformément aux normes internationales, ainsi que le renforcement du mécanisme de gel et/ou saisie des fonds appartenant aux terroristes, notamment par de nouvelles dispositions relatives au gel des avoirs dans le cadre des sanctions financières internationales prises au titre des résolutions 1267 et 1373 du Conseil de sécurité des Nations unies». En outre, le projet de loi propose «la mise en place d'un ancrage juridique relatif aux lignes directrices dictées par la Banque d'Algérie en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en ce qui concerne les institutions financières relevant de son autorité», et celles de la «cellule de traitement du renseignement financier» (CTRF) — sous tutelle du ministère des Finances —, notamment en ce qui concerne les assujettis qui ne relèvent pas de l'autorité de la Banque d'Algérie.

Dans l'exposé des motifs, le projet de texte rappelle que «l'Algérie, à l'instar de la plupart des pays, s'est dotée d'une législation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du ter-

rorisme et mis en place des structures opérationnelles chargées de combattre le recyclage de l'argent généré par les activités criminelles».

Rattraper le retard et agir sur le terrain

Néanmoins, ce dispositif «nécessite une actualisation constante au regard du contexte national et international et de l'évolution de la criminalité transnationale». Aussi, le plan d'action du gouvernement, adopté en mai 2014, a prévu, en ce qui concerne la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, «l'adaptation du dispositif national aux normes internationales en vigueur». C'est dans cette optique que «s'inscrit le présent projet de loi qui vise notamment la transposition, dans le droit interne, des mesures préconisées par les conventions internationales et les résolutions du Conseil de sécurité, particulièrement les résolutions 1267 et 1373 et les recommandations du Groupe d'action financière, GAFI (voir article ci-contre au sujet de ses missions)», précise le projet de loi.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a affirmé que ce projet de loi amendant et complétant la loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme «tient compte de l'équilibre entre le régime constitutionnel algérien et les engagements internationaux du pays», a indiqué un communiqué de l'Assemblée populaire nationale. Présentant le projet de loi devant les membres de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN, le ministre a

précisé que le nouveau texte proposait trois amendements fondamentaux.

Le premier concerne la définition «précise et globale» du crime de financement du terrorisme, a-t-il expliqué, précisant que l'amendement proposé à l'article 3 «considère le financement du terrorisme comme étant un crime, que l'auteur et le commanditaire se trouvent en Algérie ou à l'étranger». Il s'agit également de l'élargissement de la compétence des tribunaux lorsqu'il s'agit d'actes terroristes visant les intérêts de l'Algérie à l'étranger ou lorsque la victime est de nationalité algérienne, a-t-il ajouté.

Le deuxième amendement, qui concerne la définition des procédures juridiques et administratives relatives au gel ou de saisie des avoirs, propose que le président du tribunal d'Alger soit habilité à prendre cette décision. Quant au troisième amendement, il porte sur le «parachèvement des procédures de prévention relatives au devoir de vigilance concernant les transactions financières suspectes». Il faut rappeler qu'en octobre dernier, le GAFI avait sévèrement épinglé l'Algérie pour son retard dans l'adaptation de sa législation, mais aussi pour ne pas avoir pris en compte l'ensemble des recommandations émises par cette organisation et pour ne pas fournir les efforts attendus en matière d'application de son dispositif législatif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Avertissement qui pourrait être suivi — si les correctifs ne sont pas apportés — d'une exclusion de l'Algérie du GAFI.

Djilali Hadjadj